



En
accès
libre

LE VIRUS
DE LA RECHERCHE

MAGALI TALANDIER

**LES ENJEUX ÉCONOMIQUES
DE LA RÉSILIENCE URBAINE**

PUG

La collection « **LE VIRUS DE LA RECHERCHE** » est une initiative des PUG en partenariat avec [The Conversation](#) et l'Université Grenoble Alpes.

Directrice de la publication : Ségolène Marbach

Directeur de la collection : Alain Faure

Cette édition électronique a été réalisée pour les PUG par Catherine Revil, en télétravail, pendant la période de confinement.

ISBN 978-2-7061-4866-8 (*e-book PDF*)

ISBN 978-2-7061-4867-5 (*e-book ePub*)

© PUG, mai 2020

15, rue de l'Abbé-Vincent – F-38600 Fontaine

pug@pug.fr / www.pug.fr

L'OPÉRATION **LE VIRUS DE LA RECHERCHE**

En réaction à la situation inédite engendrée par le coronavirus, les PUG ont proposé à leurs auteurs et aux chercheurs intéressés d'**ouvrir la réflexion sur les enjeux de la crise du Covid-19 vus par le monde de la recherche, sur la base d'une contribution libre et volontaire.**

Nous avons demandé aux auteurs de questionner les modes de formulation et de diffusion des savoirs car l'urgence nous oblige sur cette voie. Les chercheurs sont des gens passionnés. Leur *virus de la recherche* formate leurs réflexions sur la marche du monde et il nous semble que la crise du Covid-19 favorise aussi un travail d'introspection sur les ressorts sensibles du métier de chercheur – ses tâtonnements, ses doutes, ses énigmes mais aussi ses espoirs.

La collection « Le virus de la recherche », coordonnée par Alain Faure (CNRS, Sciences Po Grenoble, Pacte, UGA), rassemble les meilleurs textes issus de cette initiative dans une série d'e-books courts, en libre accès, en téléchargement sur le site des PUG, dans leur réseau de diffusion, et chez tous les libraires en ligne.

Face à la crise, les PUG choisissent de faire preuve d'esprit coopératif, de réactivité et d'agilité et proposent ainsi à leurs lecteurs de garder les neurones en action dans l'effervescence des réflexions et du débat scientifique.

Bonne lecture à tous!

MAGALI TALANDIER EST PROFESSEURE EN URBANISME
ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE À L'UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES.

La notion de résilience pour qualifier la capacité d'une ville à affronter un choc, y compris économique, n'est pas nouvelle, mais elle revêt, en pleine crise du coronavirus, une dimension toute particulière. Les villes, en tant que systèmes urbains, ont toujours été au cœur des bouleversements que les sociétés ont connus. Pour autant, les fondements du paradigme économique qui gouverne les villes sont restés les mêmes. L'essor des capacités productives exportatrices et l'accroissement des valeurs ajoutées guident encore l'action locale en matière d'économie.

Un nouveau paradigme et trois paliers

Corollaire d'un monde globalisé qui atteint ses limites, la crise sanitaire ébranle ces fondamentaux et en demande une révision profonde. Ainsi, au cœur de la crise, les ambitions de relocalisation industrielle, de souveraineté économique, d'autonomie alimentaire semblent avoir remplacé (au moins temporairement) celles liées à la croissance et à la compétitivité.

Dans ce contexte, les villes sont attendues pour mener à bien un projet ambitieux de résilience, basée sur une réappropriation des ressources. Parmi les questions que posent ces changements, celle d'un nouveau paradigme économique paraît centrale.

La résilience s'est imposée très vite dans les discours, sur tous les continents, pour rassurer les populations en donnant une issue positive à la crise. D'un point de vue plus scientifique, le succès de la notion a déjà été largement discuté et débattu dans le passé. Certains y ont vu un risque de confusion, une perte de sens analytique ou bien encore la possibilité de ne rien changer tant la notion est floue. Si ces risques demeurent, la résilience s'impose comme une grille d'analyse et d'action incontournable dans le contexte anxigène que nous vivons.

Concept malléable, la résilience désigne la capacité d'un système à faire face à un choc. Largement associée en France aux travaux du psychiatre Boris Cyrulnick, la notion est réalité beaucoup plus ancienne en science. Ainsi, la littérature,

toutes disciplines confondues, admet trois formes de résilience (appelons-les absorbative, adaptative et transformative). Ces trois définitions sont souvent représentées comme des stades dépendant de l'intensité et de la durée de la crise¹. Une résilience faible est associée à la capacité de résistance du système. Une résilience modérée admet des changements pour adapter le système et le rendre plus résistant aux chocs. Enfin, la résilience forte exige une transformation radicale du modèle dominant, puisqu'il serait l'une des causes de la crise.

Les villes résilientes

Cette vision par palier ne me semble pas tout à fait juste lorsque l'on raisonne à l'échelle des villes ou des territoires où coexistent en réalité ces trois processus².

Si l'on prend l'exemple de la crise actuelle, elle renforce incontestablement la puissance des grands opérateurs numériques ou des réseaux agro-industriels qui contribuent à la résilience absorbative du système. En même temps, des réseaux locaux s'organisent et montrent leur capacité d'adaptation ; des TPE ou PME du monde entier se mobilisent pour répondre aux besoins, par exemple, de masques. Enfin, une transformation plus profonde de l'économie, basée sur de nouvelles valeurs (sobriété, partage, écologie, autonomie, etc.) est à l'œuvre pour empêcher l'émergence de nouvelles crises, sans doute encore plus graves que celle-ci.

Par ailleurs, la notion de résilience renvoie à la fois à la structure donnée d'un système et à un processus d'acquisition de nouvelles qualités. Ainsi, certains territoires sont structurellement plus avantagés pour faire face à la crise du coronavirus (selon l'âge, la densité, les secteurs économiques dominants, etc.), pour autant, d'autres espaces apparaîtront au final plus résilients grâce à la mobilisation locale.

La conceptualisation des enjeux économiques d'une ville résiliente devrait donc être à même de rendre compte de cette complexité.

1. Cf. travaux de l'Union européenne en 2017 : *Building a scientific narrative towards a more resilient EU society. Part I: A conceptual framework* (No. JRC106265). Joint Research Centre.

2. Cf. Talandier, M., 2019, *Des métropoles résilientes : le renouvellement des modèles*, collection « Les conférences POPSU », édité par le PUCA.

La prudence des propositions sur l'économie

En matière d'économie, la résilience s'est surtout invitée dans les débats scientifiques après la crise de 2008, pour étudier la capacité de résistance et de rebond des territoires en termes d'emplois ou de revenus. La plupart de ces travaux ont mesuré la vitesse et les facteurs de retour « à la normale » selon les contextes. Au regard des résultats obtenus, l'OCDE mise, pour accroître la résilience des villes, sur la croissance, l'innovation, la diversité des secteurs industriels, l'accès à l'emploi et à l'éducation³, soit des préconisations finalement très standards.

Ainsi, si l'économie figure toujours parmi les piliers jugés structurants pour repenser la résilience des villes, les propositions avancées par les économistes ou les urbanistes restent souvent très prudentes. Les travaux les plus intéressants sont alors à chercher dans le registre de l'écologie industrielle et urbaine⁴, qui rend visible la matérialité des modèles économiques actuels, militant pour une réduction des déchets, des polluants, et une relocalisation de certaines boucles de production.

Le passage de la ville créative à la ville résiliente en termes économiques reste donc largement à appréhender. L'un des enjeux pour tenter d'avancer dans la formalisation de ce que pourrait être l'économie d'une ville résiliente repose sur la prise en compte de la complexité du concept sans perdre en opérationnalité. Il me semble qu'à ce titre, la théorie de la base économique, utilisée depuis plus de cent ans par les décideurs locaux, a déjà fait ses preuves.

7
—

Les flux de revenus des territoires

Cette théorie postule que le moteur économique d'une ville ou d'une région repose sur les flux de revenus que capte le territoire de l'extérieur grâce à ses bases économiques (exportation, flux financiers, tourisme, retraites, revenus

3. <https://www.oecd.org/cfe/regional-policy/resilient-cities.htm>

4. Un vaste champ scientifique existe dans ce domaine, à titre d'exemple, citons les travaux de :

- Barles, S. (2010). Society, energy and materials: the contribution of urban metabolism studies to sustainable urban development issues. *Journal of Environmental Planning and Management*, 53(4), 439-455.
- Buclet, N. & Cerceau, J. (2019). Interactions et rétroactions entre dimensions matérielle et immatérielle de systèmes communs de ressources spatialisés, une lecture par l'écologie territoriale. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, 10(1).

de transfert, etc.). Dans un second temps, le développement économique dépendra de la capacité du territoire à assurer la circulation locale de ces revenus ou bases, grâce à la consommation locale des ménages⁵.

Je fais l'hypothèse que cette vieille théorie peut encore être utile pour au moins trois raisons : sa dimension holistique, la prise en compte de l'échelle locale et sa relative simplicité. Néanmoins, pour être réellement pertinente et opérationnelle dans un contexte de résilience, cette grille d'analyse doit, à l'image des fondamentaux de nos modèles, être amplement repensée.

Habituellement, le modèle de la base économique se présente sous forme de deux secteurs : en haut, le secteur basique, véritable moteur de l'économie qui fait rentrer des revenus extérieurs ; en bas le secteur non basique, ou local, appréhendé à travers les activités de consommation des ménages.

Renverser les bases économiques et valoriser le local

Pour penser la ville résiliente, je vois au moins deux écueils à ce modèle. Le premier tient à la suprématie accordée à la partie basique ou extravertie du modèle, et donc mécaniquement au peu d'intérêt que suscite la circulation locale des revenus. Le second tient au fait d'assimiler les activités locales à la seule consommation des ménages à travers les commerces et les services à la personne.

Je propose deux révisions du modèle, et avec elles, quelques priorités pour l'action, pour commencer. La première révision consiste à valoriser les activités locales qui constituent, selon moi, les bases de la résilience urbaine. La seconde consiste à étendre les leviers d'action en direction de ces activités locales aux enjeux productifs et redistributifs.

Si l'on opère ces deux changements, les enjeux économiques « du monde d'après » reposeraient d'abord sur une valorisation des activités locales, qu'elles soient productives, résidentielles ou redistributives.

5. Une large littérature internationale existe sur le sujet, à titre indicatif voici deux conseils de lecture :

- Vollet, D. & Bousset, J.-P. (2002). Use of meta-analysis for the comparison and transfer of economic base multipliers. *Regional studies*, 36(5), 481-494.
- Davezies, L. (2008). *La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses*, 2008, Paris, La République des Idées, Seuil.

Les premières regroupent l'ensemble des matériaux, ressources, biens et services qu'un territoire peut offrir à ses entreprises, localement, afin de privilégier des circuits courts d'approvisionnement (énergies renouvelables, matériaux de construction, services aux entreprises, sous-traitants industriels, etc.) afin de créer un écosystème productif local, qui plus est favorable à une relocalisation industrielle, tant attendue en ce moment.

Le second levier concerne la consommation des ménages pour laquelle les marges de progression sont considérables (achats responsables, recyclage et ré-usage, plateformes collaboratives, sensibilisation du public, circuits courts).

Enfin, le troisième levier met en exergue l'importance des activités dédiées au développement humain (santé, éducation, social) dont la crise du coronavirus aura révélé – si besoin était – à quel point elles constituent un formidable socle de résilience.

Ce modèle n'est pour autant pas celui d'un monde autarcique et refermé sur lui-même. Les enjeux de développement, d'échanges et de flux resteront présents, mais ils doivent être moins hégémoniques et considérés peut-être davantage comme complémentaires, que nécessairement moteurs d'une économie locale.

À travers ces trois leviers d'action, il me paraît possible de mettre en œuvre des trajectoires diverses, adaptées aux réalités locales. Car, à l'image du concept de résilience, il n'y a pas de chemin ou de modèle unique, mais des opportunités à saisir et à construire dès maintenant! ●

Découvrir d'autres titres de la collection [LE VIRUS DE LA RECHERCHE](#).